



AMÉRIQUES LATINES EN LUTTE



BULLETIN DU GROUPE DE TRAVAIL AMERIQUE LATINE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

VISITEZ NOTRE BLOG ! [HTTP://AMERIQUELATINEENLUTTE.BLOGSPOT.COM](http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com)

SPECIAL FST PORTO ALEGRE

SOMMAIRE



Dossier Spécial FST 2012 :
Le Forum Social Thématique de Porto Alegre Page 2

Bloquer le projet d'économie "verte"
Page 3

"La lutte contre le capital-isme est une lutte contre le productivisme"
Page 4

Occupy Wall Street "VERS UN PRINTEMPS AMERICAIN" Page 5-6-7

Colombie : Les Forces Armées Révolutionnaires après la mort d'Alfonso Cano. Page 8

ÉCOLOGIE et luttes socio-environnementales. Page 9

AUTOGESTION : Coopératives de logement en Uruguay : une réponse pour les sans terre urbains. Page 10

Sur le Web ... Page 11

LIVRES : "Etat et résistance dans le sud". Page 11

Pourquoi un tel bulletin ? Page 12

CONTACT

Pour nous joindre ou demander à recevoir les prochains bulletins : ameriqueslatinesenlutte@gmail.com

2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil
Tél.: 06 06 75 11 09

Pour symboliser l'importance du Forum Social Thématique de Porto Alegre, nous avons choisi cette photo de la réunion publique dans le camp de la jeunesse du FST de Porto Alegre avec des représentants de Occupy Wall Street, Occupy London, les indignés grecs, espagnols, des étudiants chiliens et brésiliens et des militants tunisiens. PLUS d'explication tout au long de ce numéro.



LE FORUM SOCIAL THÉMATIQUE DE PORTO ALEGRE

Par Béatrice Whitaker

Dans un contexte de crise du système capitaliste sans précédent, dans une conjoncture sociale bouleversée jusqu'alors par des initiatives contestataires inédites, le Forum social thématique (FST) s'est tenu du 24 au 29 janvier dernier à Porto Alegre, sous le thème «Crise capitaliste, justice sociale et environnementale». Ce forum se situe dans la continuité des Forums mondiaux précédents, en particulier le FSM de Belém en 2009, celui de Dakar en 2011, des mobilisations de protestation contre le G20 en novembre 2011 à Nice, des activités alternatives à Durban, en Afrique du Sud fin 2011 et de tant d'autres rencontres... Ces initiatives, absolument nécessaires à l'accumulation de forces et à la création d'un front de résistance, ont vocation à répondre aux incessants pillages de cette planète perpétrés par les grandes puissances mondiales.

Ces pillages seront institutionnalisés à Rio, en juin prochain, lors de la conférence intergouvernementale promue par les Nations unies, sur le thème du «développement durable». Cette conférence anniversaire, 20 ans après celle qui avait mis sur le devant de la scène

le concept de développement durable, a pour thèmes «L'économie verte dans le contexte du développement durable» et «L'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel pour le développement durable». Sous couvert de politique écologique, c'est bien d'une offensive du capitalisme vert qu'il s'agit. Les peuples du monde et les divers mouvements sociaux ont donc raison de se mobiliser pour préparer la riposte.

En juin 1992, un sommet appelé «Planète Terre» se tenait à Rio. À cette occasion, la biodiversité était traitée comme une ressource: 23, 8% de la biodiversité de la planète a été livrée aux multinationales pour accroître toujours leurs profits. Le Sommet Rio+20 risque d'offrir les 76, 2% de matière vivante restants à la voracité du capital. Les capitalistes, qui ont déjà poussé très loin la logique d'exploitation des travailleurEs, s'attaquent désormais aux derniers espaces de nature protégée, aux dernières ressources naturelles. La nature, considérée comme une richesse à exploiter et dont il faudrait s'accaparer, laisse entrevoir une possibilité de nouvelle phase d'expansion du capitalisme...

C'est là toute la logique du capitalisme vert.

Dans ce cadre, les plus grandes transnationales revisitent leurs grandes productions sous le drapeau de l'économie verte. Acquisitions stratégiques, exploitation de nouveaux secteurs industriels, utilisations expérimentales de plantes pour produire de l'énergie, des aliments... Les firmes s'approprient la biodiversité pour l'exploiter, la transformer, et finalement commercialiser de nouveaux produits. Les plantes sont alors transformées – à travers la biologie synthétique ou les manipulations génétiques – en combustibles liquides, en énergie, en produits chimiques, en plastiques, etc. Plusieurs pays de l'OCDE ainsi que plusieurs groupes industriels envisagent d'utiliser la bio-économie afin de gagner de nouvelles parts de marché dans les pays du Sud... au nom du «développement propre».

Plus de 170 000 milliards de dollars sont en jeu dans la nouvelle bio-économie (énergie, produits chimiques, plastiques, produits alimentaires, textiles, produits pharmaceutiques, commerce du carbone et foresterie). Les groupes BP, Shell, Total, Exxon, Cargill, ADM, Du Pont, Syngenta, Weyerhaeuser, BASF... se livrent à une bataille féroce pour empocher la plus grosse part du gâteau.

Ce nouveau cycle du capital ouvre un immense espace aux transnationales, par l'accaparement des terres et des ressources naturelles, par la transformation des plantes alimentaires, fibreuses, des algues et tout type de matière végétale en produits industriels. Ces firmes cherchent à anticiper la rareté des énergies fossiles futures, et, en même temps, elles participent au redéploiement de l'économie et s'efforcent d'obtenir un rôle hégémonique dans le cadre du système.

Difficile d'imaginer la portée colossale de ce qui nous attend dans la prochaine période. Malgré cela, les participants au FST, les différentes organisations associatives, syndicales et politiques, enthousiasmées par les innombrables témoignages des militantEs tunisienNEs, des IndignéEs de Wall Street, de l'État espagnol, de Grèce, du Chili, etc. ont donné rendez-vous en juin prochain, à Rio afin de manifester leur détermination à préserver les acquis des êtres humains et de la planète.

Publié dans : Hebdo Tout est à nous !
135 (09/02/12)

Interview de José Corrêa, membre du Grap (groupe organisateur du FST de Porto Alegre 2012).

Quel bilan tirez-vous de ce FST ?

Je pense que le FST a été un moment important et un succès. Ce n'était pas gagné d'avance, mais on a compté entre 50 000 et 60 000 personnes qui ont participé à 600 activités ayant pour thèmes: le sommet des peuples de Rio+20, la crise capitaliste, la justice sociale et la justice environnementale. Je crois que le premier point très positif a été la construction de la mobilisation vers le contre-sommet de Rio+20.

Que va-t-il se passer à Rio ?

L'ONU va organiser, 20 ans après la première Conférence sur le climat de Rio, une conférence sur une des stratégies de sortie de crise qu'est l'économie «verte». L'importance du FST a été de faire la lumière sur ce projet nommé «draft zéro» qui est une avancée sans précédent sur la marchandisation de la nature, totalement inacceptable par tous les mouvements sociaux. La question de la nouvelle gouvernance de cette économie «verte» sera posée aussi à Rio. Par exemple, si les gouvernements européens décident une taxe carbone sur les vols, il faut des institutions pour appliquer cette règle à l'échelle globale. À Rio sera donc décidée une nouvelle forme de régulation du capitalisme qui n'a pas d'autre but que de garantir encore plus de profits sur la base de nouveaux marchés «verts».

Quelle est la démarche du Forum contre cette économie «verte» ?

Tout d'abord, nous avons compris que nous devons anticiper le processus parce que les accords entre gouvernements vont vite être bouclés. Maintenant, nous pourrions intervenir dans le processus de négociation pour tenter, en réalité, de bloquer les négociations ou les initiatives qui cherchent à légitimer ou justifier une nouvelle avancée de la marchandisation de la nature. Il faut vraiment bloquer cela, c'est une attaque contre les biens communs qui nécessite une forte réaction de tous les mouvements sociaux de la planète. Pour cela, nous avons articulé différemment ce forum pour qu'il soit réellement une force de proposition.

BLOQUER LE PROJET D'ÉCONOMIE "VERTE"

Propos recueillis par Julien Terrié



Quelles propositions sortent de ce forum ?

Nous avons mis en place des groupes de travail (biens communs, finance, santé, éducation...) qui ont produit des analyses et propositions, et vont continuer à travailler jusqu'en mai. Nous avons mis en place une commission de systématisation avec Pablo Solon, Genevieve Azam, Edgardo Lander et moi-même. Elle agira en discussion avec la coordination générale des mouvements sociaux et du sommet des peuples pour rédiger un contre-projet au «draft zero» qui sera proposé à la négociation pendant la conférence des Nations unies de Rio. Nous voulons proposer une vision alternative de société que les mouvements sociaux pourront s'approprier. Nous voulons réellement des bases programmatiques, de nouvelles alternatives au système capitaliste et pour l'union des mouvements sociaux à l'échelle planétaire.

Des campagnes concrètes ont-elles été mises en place ?

Nous partons de Porto Alegre avec des initiatives importantes: la mise en place d'une campagne internationale contre l'économie «verte» qui sort d'ici bien structurée. Il est arrivé quelque chose de très important, surtout pour l'Amérique latine: une union entre les organisateurs du Forum et les acteurs qui privilégiaient l'Assemblée des mouvements sociaux. Ce rapprochement se fait sur la base d'une évaluation selon laquelle nous entrons dans une nouvelle période historique, qu'il y a de nouveaux acteurs, de nouvelles formes de lutte, de nouvelles questions de société posées. Et nous devons consolider ce processus d'union d'une manière ou d'une autre.

Comment se matérialise cette union ?

Une concrétisation de cette union se fera pendant la journée de mobilisation mondiale le 5 juin 2012 contre la crise capitaliste et la destruction de l'environnement décidée pendant l'Assemblée des mouvements sociaux du 28 janvier pendant le Forum. Un autre point important, nous avons discuté de ces initiatives, pour que s'y associent les mouvements des Indignés européens (Espagne, Grèce), les mouvements «occupy» (USA et Angleterre), des militantEs du Printemps arabe et le mouvement chilien dont nous avions invité des représentants ici à Porto Alegre. Par exemple, Occupy Wall Street va organiser une action dirigée vers l'ONU pendant Rio+20 dans le cadre de leur «Printemps américain» qui commencera le 1er mai 2012.

Quel est le calendrier des rendez-vous internationaux ?

Première étape, nous faisons un séminaire en mai à Rio pour unifier le travail des groupes thématiques et rédiger un contre «draft zéro». Puis, nous bâtissons la mobilisation la plus massive possible à l'échelle planétaire pour le 5 juin 2012. À Rio+20, du 18 au 23 juin, pendant le sommet des peuples, nous allons continuer le processus d'union des mouvements sociaux, notamment ceux issus de la crise, et tenter de bloquer la mise en place de l'économie «verte». Puis en juillet se tiendra le Forum social du Maghreb/Machrek qui aura lieu à Monastir (près de Tunis) du 10 au 14 juillet 2012 avec, nous l'espérons, une dynamique régionale très importante. Le but est d'alimenter programmatiquement et par échange d'expériences les mouvements sociaux à l'échelle planétaire.



ESTHER VIVAS

"LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME EST UNE LUTTE CONTRE LE PRODUCTIVISME"

Propos recueillis par Béatrice Whitaker

Esther Vivas, militante altermondialiste, a participé à différents mouvements dans l'État espagnol, divers pays en Europe, des Forums sociaux européens et mondiaux, des mobilisations anti-sommets internationaux – G8, l'OMC, l'Otan... Elle fait partie de l'organisation Izquierda Anticapitalista et de Revolta global en Catalogne, auteure de *Del campo al plato* (Icaria editorial, 2009) et *Supermercados, no gracias* (Icaria editorial, 2007).

Sa présence au Forum social thématique (FST) à Porto Alegre a enrichi les débats sur l'écosocialisme, sur les IndignéEs en Catalogne. Tout est à nous! a voulu faire partager ses impressions aux camarades qui sont restéEs en France. Elle nous fait part de l'état d'esprit des participantEs du FST, des enjeux de Rio+20, face à la détermination des gouvernements du Sommet Rio 2012 en juin prochain.

L'un des enjeux les plus importants que nous avons vus à ce Forum social thématique ici, a été d'établir une route de Porto Alegre à Rio+20, une route qui est aussi en train de se construire depuis le sommet alternatif aux négociations des Nations unies à Durban. Il est aussi nécessaire de dénoncer l'économie verte, le capitalisme vert, qui cherche à transformer les biens

communs et les ressources naturelles en marchandises. Ces questions sont centrales ici en Amérique latine, mais aussi dans d'autres pays du Sud. Mais au-delà de ce thème, une autre question fondamentale est de savoir comment intégrer les nouveaux cycles de luttes, les nouveaux mouvements sociaux issus du Printemps arabe, ensuite des IndignéEs en Europe, des expériences d'Occupy Wall Street, etc., à la centralité de la question écologique, climatique et environnementale. Mais aussi, comment nous intégrons cette lutte pour la justice sociale contre la crise et contre la dette, contre les privatisations en marche, qui se réalisent en Europe, aux États-Unis, avec la lutte pour la justice climatique que nous sommes en train de mener en Amérique latine et dans d'autres pays du Sud. Par conséquent, le grand enjeu est d'intégrer la lutte pour la justice sociale à la lutte pour la justice climatique.

Les peuples indigènes qui résistent face aux luttes contre la spoliation de leurs ressources naturelles, contre les impacts environnementaux très graves causés par les multinationales dans leurs territoires, doivent jouer un rôle clé dans les mobilisations de Rio+20, et devant la guerre sociale et politique. Nous devons être capables d'inclure les contributions

qu'ils nous offrent sur le «buen vivir», les apports qu'ils nous présentent sur les relations entre les sociétés, sur les droits sur la terre, sans tomber dans l'idéalisme gratuit, démontrant qu'ils sont aussi capables d'intégrer leurs perspectives et leurs revendications.

Du point de vue des participantEs du FST, à Porto Alegre, ils sont des activistes sociaux, des militants sociaux, et cela nous a donné l'opportunité d'échanger des expériences, de chercher des convergences entre les mouvements sociaux, ce qui est un élément très important. Je crois que du dernier Forum social mondial à Dakar à ce Forum social thématique, il s'est passé un an pendant lequel l'indignation, le malaise, les révoltes populaires ont secoué une partie très importante de la planète, notamment l'Europe. C'est palpable maintenant et ici dans ce FST. Les gens sont en train de reprendre confiance en l'action collective permettant de changer les choses. Il y a un esprit de lutte positive face à cette crise écologique, sociale, économique que nous affrontons.

En outre, il est fondamental que les succès des mouvements sociaux, des organisations syndicales et politiques aussi en Europe, puissent faire partie de notre agenda, qu'ils soient parties prenantes de notre rendez-vous à Rio+20. La crise climatique et écologique est un élément central de l'actuelle crise du système capitaliste parce qu'elle menace la vie dans la planète. Par conséquent, il faut l'intégrer dans nos analyses, dans nos mobilisations. Cependant, le fait est qu'en Europe, ce qui est au centre du calendrier politique maintenant, c'est la lutte contre les suppressions d'emplois, pour les salaires, la lutte contre la dette et l'austérité, contre les privatisations, ce qui, paradoxalement, étaient des thèmes centraux en Amérique latine et dans les pays du Sud au cours des années 1980-1990-2000. Malgré ce calendrier marqué par les luttes contre la profonde crise sociale et économique, nous devons être capables de faire le lien entre ces luttes et celle contre la crise écologique et climatique, car les deux sont définitivement et extrêmement liées.

La lutte contre le capitalisme est une lutte contre le système productiviste qui ne prend pas en compte les limites de la planète Terre. Par conséquent, nous devons avoir une stratégie de lutte anticapitaliste, mais aussi profondément socialiste.

Julien Terrié : Comment le mouvement est-il né ?

Nelini Stamp : Nous avons été inspirés par le printemps arabe, les occupations dans le Wisconsin et d'autres mouvements, comme le mouvement du 15 Mai espagnol. Le magazine de la fondation canadienne Adbuster a lancé cette idée d'occuper Wall Street, parce que ça avait déjà été fait pendant le mouvement «No shop» pour le «black Friday» mais ils ne l'avaient jamais vraiment organisé. Je n'étais pas avec eux, mais une poignée de militants autonomes se sont réunis en premier avec ce slogan, les 99% contre les 1%... C'est tout. Ça a circulé sur facebook, sur les mails, on voyait ce slogan partout et ça a pris. Il y a eu un appel large pour la date du 17 septembre, on a occupé les parcs, les lieux publics. Ce jour-là, il y avait un millier de personnes, ce n'était pas beaucoup, mais ça représentait quelque chose d'important pour le premier jour. La police a dit, «laissez les occuper juste pour cette nuit, ils ne sont rien, ils sont mignons...» Ils n'ont pas pris ça au sérieux. De notre côté, on s'est assez vite organisés, on a eu dès le premier jour une liste des besoins du campement et des groupes de travail, le mien était (et est toujours) celui des organisateurs du camp. On a mis en place rapidement le groupe « média », le groupe «actions», tout le monde était prêt. On a programmé une manif dans la matinée du 18 septembre sans avoir bien planifié mais il y a eu du monde, on faisait deux assemblées générales par jour. C'était vraiment fort de voir naître ce phénomène qui est devenu le mouvement «Occupy».

En quoi le printemps arabe et les indignés ont inspiré le mouvement. Sans eux ce ne serait pas arrivé ?

Cela dépend, parce que de toute évidence, aux états-Unis, nous avons beaucoup de contact avec le monde arabe donc le printemps arabe a eu une influence plus importante que le mouvement des indignés. Même les gens non politisés savaient qu'il y avait des révolutions là bas, donc cela a eu un réel impact aux Etats-Unis. D'autres connaissaient vaguement le mouvement indigné 15M... Moi-même je regardais les sites, je cherchais où trouver des informations, comment vous occupiez les parcs et les places... C'était très inspirant de voir cette continuité, et quand cela a touché les Etats-Unis les syndicats ont joué un rôle, ceux qui nous ont aidé avaient des contacts internationaux très importants. Les syn-



NELINI STAMP - OCCUPY WALL STREET "VERS UN PRINTEMPS AMERICAIN"

Propos recueillis par Julien Terrié

dicats, même s'ils sont un peu bureaucratés, sont importants historiquement dans les mouvements sociaux américains, ils représentent les plus opprimés réellement, les noirs, les pauvres, les immigrés. Leurs membres sont vraiment impliqués dans les mouvements. Dans le Wisconsin, ils ont occupé le Capitole du Wisconsin pendant 3 semaines, ils ont dormi là, ils ont fait du bruit... Tous les parlementaires démocrates ont fui, ils devaient voter une loi importante mais ils sont retournés dans leurs villes, c'était assez fou. On a vu que la mobilisation pouvait réellement avoir du poids et Occupy WS est apparu quelques mois plus tard.

Quel est le profil «type» du militant «d'Occupy» ?

Il y a deux grandes catégories : il y a les « nous sommes les 99% », et il y a les « Occupy ». « Occupy » représente ceux qui viennent du milieu radical, qui ont pour tactique de « prendre la rue », ceux qui se sentent capables de faire des actions radicales (souvent les non immigrés à cause des lois sur l'immigration qui sont très dures pour ceux qui se font arrêter). Ceux qui sont moins militants ont un rôle important, ce sont eux qui propagent le message dans la «masse», dans les « 99% »...

Nous sommes très inclusif, il me semble, j'ai vu des anarchistes, des communistes, des socialistes ou en tout cas des militants qui s'identifient à ces courants de pensée. J'ai vu aussi des conservateurs que les banques ont plumés jusqu'à ce qu'ils perdent leur maison. On reste assez ouverts, parce que les lignes entre libéraux et conservateurs ou je ne sais comment les appeler sont en train de bouger; on met tous ceux qui sont atteints par la crise sous la coupe des «pauvres», des «99%» et ceux qui partagent nos analyses sont les bienvenus.

Quels éléments peuvent caractériser le mouvement ?

C'est drôle, mais je n'arrive pas à le synthétiser en quelques mots. Personnellement, je ne peux parler que d'Occupy Wall street pas des autres occupations dans le pays, nous sommes des mouvements différents, nous nous coordonnons, du moins nous essayons, mais personne ne dit « vous devez faire ça », chaque mouvement s'organise en fonction de ce que les gens souhaitent faire pour leur communauté. Occupy Wall Street est un mouvement qui repose sur deux éléments : les institutions que nous voulons transformer, et les alternatives que nous voulons construire. Une



Nelini Stamp - «Les banques peuvent prendre nos maisons, mais pas nos voix»

chose importante, ce sont les inorganisés qui se joignent massivement, ça me rappelle un peu le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis avec d'un côté les « Black Panthers » très militants, radicaux, dans la rue, et de l'autre les mouvements pacifistes, les religieux civiques, et les étudiants. On a un peu le même phénomène avec des acteurs différents. On arrive réellement à mettre toute la société américaine en mouvement avec les thèmes de l'écologie, du féminisme, de la lutte contre le patriarcat et on analyse ces problèmes de fond en les liant autour de la critique du capitalisme. Pour la première fois aux Etats-Unis on peut se dire «anticapitalistes» et c'est devenu légitime. Aucun homme politique ne peut plus parler de «capitalisme», c'est devenu un gros mot. C'est quand même assez énorme que ceci arrive aux USA. On est en train de changer les bases de la narration dominante, c'est juste incroyable !

Quelles ont été les actions principales, quelles sont les stratégies, les tactiques du mouvement ?

Au début, on manifestait tous les jours. Tous les matins à l'heure de la cloche qui signale le début des marchés, on bloquait la rue pour que les travailleurs de la bourse ne puissent pas arriver. Tous les jours, à 8h pendant 2 heures... Et également pour la cloche de fin à 16h. Nous voulions concrètement déranger le fonctionnement du Marché. Mon action préférée a été pendant le 15 octobre, à l'appel des indignés, c'était une journée internationale mais c'était plus que ça, c'était une célébration. Nous n'avions pas de cible particulière, tout ce que nous voulions c'était créer une vraie rupture. Nous avons en fait voulu traiter différents thèmes : l'écologie, l'éducation, le travail... et nous sommes tous allés dans différents endroits représentatifs, pour finalement nous rejoindre à Time square qui est le symbole mondial de la société de consommation. Il y a eu une énorme manifestation et c'était fantastique. On ne voit pas souvent des manifs avec des gens qui dansent, des gens qui chantent, c'était nouveau et différent des manifs traditionnelles américaines, il y avait

même des groupes de musique dédiés aux manifs. Le 6 décembre, on a installé des familles dans les maisons saisies, elles sont restées 2 mois, on s'est battu contre les banques pour qu'elles restent. On a installé des familles dans les banques aussi. On a mis des panneaux «saisie» sur les banques... Oui, on aime bien prendre les banques pour cible, et c'est un mouvement également très drôle et créatif.

Quelles sont les perspectives après les occupations de parcs ?

Nous sommes en train de mieux nous structurer en interne et nous coordonner. Parce que le processus d'assemblée générale est très compliqué, cela peut devenir trop « local ». Comme y participe des communautés, les AG peuvent se concentrer sur des enjeux très localisés. Ou au contraire, il y peut y avoir des discussions trop complexes où les gens ne peuvent pas s'insérer et s'impliquer. Or, nous voulons avoir les trois échelons, le local, le national et l'international en permanence dans les discussions et les prises de décision. Nous sommes dans une phase d'évaluation pour continuer à rassembler encore plus de monde et fonctionner de manière plus fluide. Nous pensons à d'autres actions comme occuper des usines, reprendre d'autres espaces en fonction des volontés et des capacités que nous avons. Mais en s'assurant que ce sont les travailleurs qui le font : moi je vis à Brooklyn, et je ne vais pas aller dire à quelqu'un « vas occuper une usine », s'ils ont besoin d'aide, j'y vais sans hésitation. Nous avons comme objectif de lancer un grand «printemps d'Occupy» puis l'été... Nous pensons que les étudiants vont être encore plus présents, car l'endettement devient critique pour eux d'autant plus qu'ils ne trouvent pas d'emplois et ne peuvent plus rembourser leurs prêts. Bon, pour moi qui vit dans les communautés, ces choses sont quotidiennes depuis longtemps car nous sommes des communautés d'immigrés, d'afro-descendants, et ça a toujours été comme ça, mais maintenant les classes moyennes sont en train de se rendre compte de ce que vivent les classes populaires depuis toujours. Et maintenant on essaie de mettre cette question des classes au centre des discussions : pourquoi y a-t-il des classes dans cette société, à quoi ça sert ? Pourquoi ne sommes-nous tous pas égaux ? C'est assez bien en fait que les problèmes arrivent aux classes moyennes aussi, parce que maintenant la classe ouvrière n'est plus la seule à dire « nous traversons des temps difficiles ! ». Et nous devons continuer, faire que la classe moyenne com-

-mence elle aussi à dire «Tout le monde doit être égaux » et « le capitalisme ne fonctionne plus ». Parce qu'aux Etats-Unis, il y a eu pendant longtemps l'idée reçue que le capitalisme protège toujours les classes moyennes. Donc on mise vraiment là-dessus, et on espère que le printemps et l'été verra une mobilisation massive d'étudiants, puisqu'ils n'auront pas cours... Je crois vraiment qu'on va avoir de fortes mobilisations populaires, à commencer par le 1er mai, je suis vraiment impatiente ! Également, nous sommes en train de nous interroger sur ce que pourrait donner un boycott. L'idée de retirer l'argent des banques ou de boycotter massivement une entreprise ou autre est une chose que l'on étudie aussi, ça a été déterminant dans le mouvement des droits civiques. Et ce serait génial si on pouvait dire « retirez votre argent des banques classiques ! » et commencer à bâtir des alternatives à la finance...





POINT DE VUE

LES FORCES ARMÉES RÉVOLUTIONNAIRES DE COLOMBIE APRÈS LA MORT D'ALFONSO CANO

Par Michel Gandilhon

Michel Gandilhon, Auteur en 2011 de « La Guerre des paysans en Colombie, de l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC », aux éditions Les Nuits rouges, nous a fait parvenir son opinion critique sur la situation colombienne

La mort d'Alfonso Cano, le successeur de Manuel Marulanda à la tête des FARC, est venue rappeler au grand-public que l'histoire de cette guérilla « marxiste », et plus largement de la Colombie, ne s'est pas arrêtée avec la libération d'Ingrid Betancourt. La tragédie colombienne, marquée par une guerre civile quasi ininterrompue depuis les années cinquante, entamée lors de la période dite de La Violencia, a continué de suivre son cours avec son cortège de morts – 200 000 depuis quarante ans – et de déplacés – quatre millions –, qui font de ce pays le Soudan de l'Amérique latine. Cette mort vient aussi rappeler l'impasse dans laquelle se trouvent les FARC aujourd'hui, confrontée à une descente aux enfers qui les a fait passer en l'espace de dix ans du statut de quasi armée, susceptible de négocier d'égal à égal avec l'Etat colombien, à celui de colonnes dispersées, traquées par l'aviation colombienne, réduites à se terrer dans les espaces les plus désolés du pays ou à trouver refuge au Venezuela et en Equateur. La fin des années 1990

semble loin, où fortes de 20 000 soldats disciplinés implantés dans le tiers des municipalités du pays, dotées de milices « bolivariennes » évoluant aux portes de Bogota ou de Medellin, les FARC pouvaient imposer des négociations à un pouvoir aux abois et se voir concéder le monopole de la violence dans un territoire grand comme la Suisse. Le Plan Colombie, accord de coopération entre les Etats-Unis et le gouvernement conservateur d'Andrés Pastrana signé en juillet 2000, est en effet passé par là. S'il n'a rien résolu des problèmes régionaux liés au trafic de cocaïne, il aura permis grâce aux milliards de dollars déversés sur l'armée de donner à l'Etat colombien un avantage stratégique décisif, et probablement définitif, sur la plus ancienne guérilla d'Amérique latine. Depuis 1998, les FARC ont perdu, que ce soit au titre des morts au combat, des désertions voire des purges internes, plus de la moitié de leurs effectifs. En outre, alors que depuis leur création en 1964, aucun dirigeant majeur de l'organisation n'avait été tué au combat, en l'espace de trois

ans, trois de leurs chefs historiques ont été liquidés par l'armée : Raul Reyes, Jorge Briceno et Alfonso Cano. Mais le pire pour les FARC n'est peut être pas là. Les FARC ont en effet perdu la bataille de l'opinion. Aujourd'hui, elles sont seules. Alors qu'elles avaient bénéficié tout au long de leur histoire de relais important dans la population via le Parti communiste et les syndicats, et d'une base sociale au sein de certaines fractions de la paysannerie pauvre, elles sont aujourd'hui coupées de toute espèce de soutien populaire. Le PC officiel, dont elles constituaient à l'origine le bras armé, les a reniées ; le Pôle démocratique alternatif, qui rassemble toute la gauche « radicale » du pays, ne cesse de les dénoncer de manière de plus en plus virulente. Gustavo Petro, le nouveau maire de Bogota issu de ce parti et ancien de la guérilla urbaine du M-19, a même, l'année dernière, exigé que leurs chefs soient traînés devant la justice internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Hugo Chavez, lui-même, qui soutenait les FARC au nom de la « solidarité bolivarienne », les abandonne aussi en livrant à son « ami » Juan Manuel Santos certains des dirigeants de la guérilla réfugiés à Caracas. Pire même, dans le sud-ouest du pays (Narino, Cauca), certaines fractions de la paysannerie, notamment d'origine indienne, lassées des méthodes totalitaires de la guérilla, s'organisent en groupe d'autodéfense pour défendre leurs communautés et leurs resguardos.

Les FARC paient là le prix cumulé de leurs méthodes politiques stalinienne, de leurs compromissions croissantes avec le crime organisé et leur intégration croissante dans le trafic de cocaïne. Ainsi pour les populations, leur combat revendiqué pour une Colombie bolivarienne, fondée sur les aspirations – légitimes compte tenu de la concentration sans précédent des terres en Colombie – à la justice agraire, est devenu purement et simplement le paravent de pratiques mafieuses où les idéaux politiques disparaissent dans les « eaux glacées du calcul égoïste ». Les FARC, à l'avenir, risquent d'offrir de plus en plus une image similaire à celle de leur ennemi juré : les bandes de paramilitaires qui continuent de sévir dans le pays pour le compte de l'oligarchie terrienne. Comme l'écrivait Gabriel Garcia Marquez de manière prémonitrice dans Cent ans de solitude : « Ce qui me préoccupe, c'est qu'à force de tellement haïr les militaires, de tant les combattre, de tant songer à eux, tu as fini par leur ressembler en tout point. »

ÉCOLOGIE et luttes socio-environnementales

CHEVRON CONDAMNÉ À PAYER 9,5 MDS DE DOLLARS POUR POLLUTION EN ÉQUATEUR

Pétrole et écologie ne font pas souvent bon ménage. Une cour d'appel équatorienne a confirmé mercredi 4 janvier 2012 un jugement de février 2011 condamnant sévèrement la compagnie pétrolière américaine Chevron pour atteintes à l'environnement. Une décision que rejette la société. 9,5 milliards de dollars, c'est ce que devra payer Chevron en Equateur. Une somme qui se répartit ainsi : plus de 8 millions et demi d'indemnités aux quelque 30 000 habitants de la province de Sucumbios qui avaient porté plainte, aggravée d'une amende de 10% au titre d'une loi écologique locale. Et qui pourrait doubler, a précisé la cour d'appel, si Chevron ne présente pas d'excuses publiques aux victimes. Or la firme américaine n'a pas l'air de vouloir s'exécuter. Elle prépare d'autres recours, hors de l'Equateur, où assure-telle, des ingérences notamment politiques ont faussé le jugement. Au passage, le président Rafael Correa s'est félicité que les pratiques de Chevron aient ainsi été sanctionnées. Pendant plus de 30 ans, des déchets pétroliers auraient été déversés dans des fosses à ciel ouvert, polluant la forêt et provoquant des maladies. Cette condamnation, la plus lourde prononcée jusqu'à aujourd'hui dans l'histoire de l'environnement, s'inscrit dans une sorte de série noire en Amérique latine pour Chevron et, au-delà, pour les compagnies américaines.

Chevron ne peut toujours pas opérer au Brésil après la marée noire survenue au large de Rio il y a un mois et qui lui a déjà valu de fortes amendes. Quant à Exxon Mobil, ses actifs dans la ceinture de l'Orénoque ont été nationalisés par Hugo Chavez, et les réparations qu'elle a obtenues sont très inférieures à ses demandes.

Source : www.rfi.fr

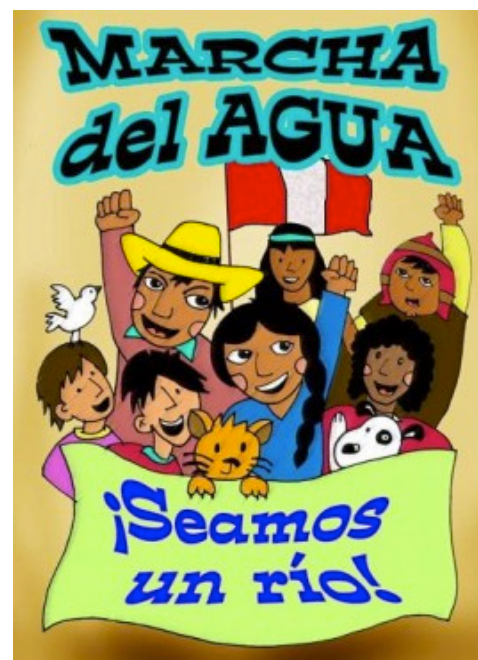
CONGA NO VA ! AGUA SI, ORO NO !

Lutte contre le projet minier Conga au Pérou

La population de toute une région du Pérou, Cajamarca, lutte en ce moment contre le projet minier Conga, mené par l'entreprise Yanacocha, une transnationale (Etats-Unis/Pérou) qui exploite déjà l'or de la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique Latine, située dans la même région. Cette compagnie prétend étendre ses activités en exploitant l'or des lacs de Conga, province de Celendin, à plus de 3500 m d'altitude. Pour ce faire, le projet Conga prévoit l'assèchement de 4 lacs. Or il s'agit d'une zone protégée qui donne naissance à de nombreuses rivières et torrents qui irriguent les fertiles vallées de Cajamarca (région baptisée dans un passé encore récent comme « Suisse péruvienne ») et où l'écosystème est très fragile. Les dommages pour l'environnement et la vie des habitants seraient irrémédiables. Par ailleurs, l'entreprise Yanacocha, présente dans la région depuis 18 ans, a déjà un lourd passif : nombre d'expropriations abusives, exploitation des paysans, pollutions de l'eau... La mobilisation contre le projet Conga, populaire, massive, pacifique et d'une ampleur inégalée, provoque la première grande crise du gouvernement Humala.

Voir à ce sujet le petit film de « Pantuana TV » sur :

www.dailymotion.com/video/xo9mh7_eau-mines-et-conflits-sociaux-au-perou_news



AUTOGESTION COOPÉRATIVES DE LOGEMENT EN URUGUAY : UNE RÉPONSE POUR LES SANS TERRE URBAINS

PAR RICHARD NEUVILLE / ASSOCIATION POUR L'AUTOGESTION

Au pays des gauchos, le mouvement coopératif est important et présent dans tous les secteurs de l'économie. Il est de coutume de dire que l'Uruguay vit au rythme du grand voisin argentin (dictatures, crises économiques, etc.). D'ailleurs, quand survient la crise de 2002, les effets sont comparables et un mouvement de récupérations d'entreprises par les travailleurs s'amorce. Mais le pays n'en possède pas moins des particularités et se caractérise notamment par l'existence d'un puissant mouvement de coopératives de logement résultant des luttes des « Sans terre urbains » engagées dès le milieu des années 60 et la conquête d'un cadre légal favorable.

**DIA NACIONAL
DE LOS SIN TECHO**

Acto Cultural

17 Hrs (MAC)

Parque Forestal

CONVOCA: APST

**Agrupación de Pobladoras
y Pobladores Sin Techo**

10  **de
MARZO**



SUR LE WEB...

« Le Chili est une cocotte-minute » / ContreTemps Web

Entretien avec Sebastián Farfan, militant anticapitaliste et syndicaliste étudiant de l'Université de Valparaíso

Le secrétaire général de la Fédération des étudiants de l'Université de Valparaíso, Sebastián Farfan Salinas, tire un bilan positif de la mobilisation étudiante. Il affirme que de nouvelles actions à venir en 2012 permettront de prendre le chemin d'une éducation publique, gratuite et de qualité, depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur.

www.contretemps.eu/interventions/«-chili-est-cocotte-minute-»

Les carabiniers arrêtent et brutalisent José Ancalao, porte-parole de la Fédération Mapuche des étudiants

Par la rédaction de la revue virtuelle "A l'Encontre"

José Ancalao, porte-parole de la Fédération Mapuche des étudiants (Femae) et membre du conseil exécutif de la Confech (Federación de estudiantes Universidad de Chile), a été arrêté et battu sérieusement par les carabiniers (police militarisée dite antiémeute chilienne) début janvier. Les messages de solidarité avec José Ancalao peuvent être envoyés à son adresse mail jancalao2009@alu.uct.cl

<http://alencontre.org/ameriques/amelat/chili/chili-les-carabiniers-arretent-et-brutalisent-jose-ancalao.html>

Quand le néolibéralisme triomphant se fissure

Réflexions sur le réveil des mouvements sociaux et les « indigné-es » chiliens-nes » (par Franck Gaudichaud) / ContreTemps Web

www.contretemps.eu/print/interventions/chili-quand-n%C3%A9olib%C3%A9ralisme-triomphant-se-fissure

ETAT ET RÉSISTANCE DANS LE SUD

ALTERNATIVE SUD

alternatives sud

État des résistances dans le Sud

Amérique latine



CentreTricontinental

SYLLEPSE

Continent de forte croissance économique, de démocraties fragiles et d'inégalités extrêmes, l'Amérique latine est aussi traversée d'une dynamique soutenue de rébellions et de contestations sociales, aux formes, aux identités et aux revendications renouvelées. Et pourtant, les mouvements sociaux de la région ont fort à faire aujourd'hui pour continuer à exister, à peser sur le politique. Menacée de dilution, de fragmentation ou de répression dans les pays où les gouvernements sont restés ou revenus dans les courants dominants du néolibéralisme et du « consensus de Washington » ; menacée d'instrumentalisation, de cooptation ou d'institutionnalisation dans ceux où les pouvoirs se sont attelés, peu ou prou, à récupérer en souveraineté et à redistribuer les dividendes des richesses exportées, la protestation émancipatrice offre un visage pluriel.

Un double clivage prévaut d'ailleurs au sein de la « gauche sociale » latino-américaine. Celui – de fond – qui divise tenants et opposants du neo-desarrollismo, nationalisme populaire d'un côté, écosocialisme de l'autre. Et celui – plus stratégique – qui oppose les partisans d'un aboutissement politique des mobilisations aux apôtres de voies plus autonomistes, basistes ou localistes du changement social. Reste que, du Chili au Mexique, du Brésil au Venezuela, de l'Uruguay au Guatemala, de la Bolivie au Honduras et dans le reste de l'Amérique latine, les mouvements sociaux – paysans, urbains, indigènes, étudiants, etc. – influent tant bien que mal sur la redéfinition de la participation démocratique et de la citoyenneté politique.

Nouveau numéro de la collection "Alternatives Sud" (Éditions Syllepse - Centre tricontinental), "État des résistances dans le Sud: Amérique latine", Volume XVIII (2011), n°4, 240 pages.

Pour plus de détails, consulter : www.cetri.be

A commander à la librairie La Breche : www.la-breche.com



POURQUOI UN TEL BULLETIN ?

Depuis maintenant plus d'une décennie, l'Amérique latine apparaît comme une zone de tempêtes pour la domination néolibérale planétaire. Elle a connu parmi les plus importantes mobilisations collectives contre les conséquences sociales, politiques et écologiques du capitalisme prédateur dans les pays du sud, avec dans certains cas des réactions en chaîne ayant abouti à la démission de gouvernements conservateurs, à la remise en cause de privatisations majeures, à la déroute de certaines entreprises multinationales et à un retour sur le devant de la scène de la question sociale et des débats sur les transitions postcapitalistes. De manière inégale et combinée, il existe dans le sous-continent une crise partielle de l'hégémonie impérialiste et, dans certains pays, de la domination historique des oligarchies locales. Le changement des rapports de forces en Amérique latine est avant tout le produit de mouvements sociaux radicaux, parfois transnationaux, qui ont articulé revendications démocratiques (assemblées constituantes, renaissance de l'État plurinational) avec une orientation anti-néolibérale (critique du saccage causé par des multinationales), anti-impérialiste (refus du « consensus

de Washington »). Cette réalité des luttes de classes est évidemment différenciée suivant les pays et montre une multiplicité d'acteurs sociaux en résistance : luttes indigènes au Pérou, en Bolivie et Équateur, des chômeurs en Argentine, des sans-terre au Brésil et en Bolivie, mobilisations syndicales au Mexique ou au Chili, féministes en Amérique centrale, etc... Cette conjoncture est aussi celle d'une montée en force d'une nouvelle intégration régionale (ALBA, UNASUR, etc) qui marque une autonomie croissante de la région face aux puissants voisins du Nord. La période actuelle est pourtant celle de tous les dangers, et les classes dominantes et l'impérialisme sont toujours à l'offensive, stratégie facilitée par un immense pouvoir médiatique et économique, alors que les droites restent au pouvoir comme au Mexique, au Chili ou en Colombie. Le coup d'État au Honduras, ou encore l'invasion militaire yankee en Haïti, permettent d'envisager un scénario de restauration conservatrice dans plusieurs pays. Ce risque s'alimente également au gré des frustrations des classes populaires face au social-libéralisme (dont le meilleur représentant reste le gouvernement PT du Brésil), à l'absence de rupture avec le modèle

de développement du capitalisme dépendant ou encore face aux contradictions et difficultés des politiques menées au Venezuela, Bolivie et Équateur. Il est donc urgent et nécessaire de traduire notre solidarité internationaliste avec les peuples latino-américains en lutte, et en particulier d'appuyer et relayer les revendications des organisations sociales et politiques anticapitalistes sur place. Il apparaît tout aussi indispensable de comprendre et dénoncer « notre » propre impérialisme quand l'Union européenne et ses multinationales sont toutes voiles dehors pour reconquérir l'Amérique latine et la Caraïbe. L'objet de ce bulletin, coordonné par la Commission Amérique latine du NPA, est d'offrir un outil de réflexion et de débat aux militants internationalistes organisés ici et là bas, de faire connaître les analyses du NPA sur ces questions mais aussi des organisations avec qui nous collaborons en Amérique latine et, par la même, d'alimenter nos mobilisations unitaires en faveur de la « patria grande ».